

Valeurs

ACTUELLES

GÉRER LA CRISE

L'erreur de Clinton

Entretien avec **Daniel Pipes**

● Directeur du « Middle East Quarterly », Daniel Pipes est l'un des principaux spécialistes américains du Moyen-Orient et de l'islam. Il répond aux questions de « Valeurs Actuelles ».

Crise véritable ou simple gesticulation ?

— Crise, assurément. Et d'une rare complexité. Les Etats-Unis ont des intérêts nationaux dans la région du golfe Persique, qu'il s'agisse du pétrole ou du contrôle des armements non conventionnels. Mais ils n'y ont pas, en ce moment, d'alliés à la fois solides et sûrs. Ils sont simultanément en conflit avec les deux principales puissances régionales, l'Iran et l'Irak. Ils ne peuvent compter sur l'Arabie saoudite : le

régime de Riyad se déclare proaméricain mais maintient qu'il doit ménager une opinion antiaméricaine. Quant aux autres Etats du Golfe, ils sont stratégiquement insignifiants. L'Egypte, notre principal ami arabe, qui bénéficie pourtant d'une aide civile et militaire de 2 milliards de dollars par an, nous donne beaucoup de difficultés ces jours-ci.

La Turquie ?

— Elle ne peut participer directement à la bataille, même si les forces américaines utilisent la base d'Incirlik, située sur son territoire. Dans cette affaire, nous avons seulement deux partenaires solides, Israël et la Grande-Bretagne.

L'Amérique a cependant les moyens d'agir seule, si elle le veut...

— Oui. Elle a les moyens matériels et techniques d'agir, ce qui est considérable. Elle est en mesure de bloquer unilatéralement les flux de pétrole dans toute la région. Elle est en mesure de frapper militairement n'importe quelle cible. Mais les moyens ne sont que les moyens : il

faut savoir les calibrer par rapport aux fins.

Cette responsabilité incombe, en dernière analyse, au président des Etats-Unis. En 1990-1991, George Bush avait su gérer la crise de façon brillante. On ne peut en dire autant de Clinton pour l'instant.

Quelles ont été ses erreurs ?

— La principale erreur de l'administration Clinton est précisément ne pas avoir contraint des alliés arabes potentiels, comme l'Arabie saoudite ou l'Egypte, à prendre leurs responsabilités face aux menaces que représentent l'Irak ou l'Iran.

Comment cela ?

— Bill Clinton déclare *a priori* qu'il fera plier l'Irak. « Dont acte », disent ses alliés arabes. Puisqu'il fera ce sale travail de toute manière, restons à l'écart. Nous bénéficierons de sa protection sans affronter nos propres anti-américains. » Le résultat aurait été fort différent avec un langage moins infantilisant, plus adulte...

Par exemple ?

— « C'est à vous de voir, chers amis du Moyen-Orient. Si vous pensez que vous pouvez coexister avec un Saddam Hussein équipé de missiles et d'armes chimiques ou bactériologiques, nous retirons nos porte-avions. Si vous pensez que vous pouvez coexister avec un Saddam qui rouvre ses robinets pétroliers, nous levons les sanctions. »

Les Américains préféreraient-ils que le régime de Saddam Hussein s'écroule de lui-même ?

— Bien sûr. Mais cela ne paraît pas devoir être le cas avant longtemps : Saddam tient bien les choses en main. Le tournant, à cet égard, s'est produit en 1996, quand il a réussi à détruire les bases arrière de l'opposition dans le nord du pays, en s'alliant avec une partie des Kurdes. Une opération qui a été, pour les Américains, une surprise totale : il s'en est fallu de peu que les correspondants locaux de la CIA ne tombent aux mains des Irakiens.

Ce que les Américains et les autres Occidentaux ne comprennent

pas, en général, c'est que Saddam Hussein est à la fois calamiteux en politique étrangère et habile en politique intérieure. Il a entraîné son pays dans des aventures extérieures effroyables, la guerre avec l'Iran, l'invasion du Koweït. Mais à l'intérieur, il a su s'emparer du pouvoir et le garder.

Si l'Irak et l'Iran se dotent d'armements non conventionnels, que se passera-t-il au Moyen-Orient ?

— Un Iran doté de l'arme nucléaire ou un Irak équipé d'armes chimiques ou bactériologiques remettront fatalement en question l'équilibre assez précaire qui existe en ce moment dans la région. Les conséquences, à terme, pourraient être extrêmement graves. Aussi bien vis-à-vis d'Israël et des autres pays de la région considérés comme des adversaires que vis-à-vis de l'Europe. Sur ce point essentiel, la politique actuelle de Clinton rejoint celle que Bush avait définie au début de la décennie.

Propos recueillis par Michel Gurfinkiel